

6 Économie

FMI/TRF/Formation des journalistes à l'actualité économique

Opportunité d'appréhender les concepts de la finance

MSM  
Libreville/Gabon

L'EXERCICE du métier de journaliste économique exige, au préalable, la maîtrise d'une bonne dose de connaissances de ce champ complexe et évolutif. C'est pour permettre aux journalistes internationaux et nationaux de cerner tous les contours de la couverture médiatique de l'actualité économique et financière que le Fonds monétaire international (FMI), en partenariat avec la fondation Thomsom

Reuters, a organisé une formation du 5 au 7 avril 2017 à Libreville, à l'hôtel Radisson Blu.

Ce séminaire offre aux hommes de média, l'opportunité d'appréhender les concepts et les enjeux de la finance et de l'économie sur la santé des pays du monde. Et de maîtriser les mécanismes de fonctionnement de ces deux domaines et institutions financières internationales. C'est à partir des exercices pratiques que ces agents d'information ont pu s'approprier les outils de traitement et d'analyse journalistiques des don-



Photo : D.R

Une vue des journalistes et formateurs.

nées économiques et financières.

Cette rencontre a permis à ces acteurs d'aborder les thématiques tels que le

rôle du journaliste financier et de la banque centrale, la déontologie journalistique, la politique monétaire, la restructura-

tion de la dette, la microfinance et l'inclusion économique, et la structuration des articles de qualité.

« J'espère avoir fait passer l'essentiel, qui est de savoir l'importance de bien couvrir l'actualité économique. La maîtrise de ce traitement va permettre au lecteur de mieux comprendre le fonctionnement et les enjeux de l'économie sur le pays. Voilà pourquoi, durant nos échanges, nous leur avons rappelé non seulement les bases du journalisme, mais aussi de l'économie et la finance », a expliqué le formateur, Mathieu Robbins.

Brèves

Cameroun : Eximbank-Chine accorde un prêt pour le port de Kribi

Le ministre en charge de l'Économie (Minepat), Louis Paul Motaze, a signé avec Eximbank-Chine, le 4 avril dernier, à Yaoundé, une convention de prêt concessionnel (89,4 milliards de F.CFA) et préférentiel crédit acheteur de 326,42 milliards F.CFA pour la phase II du projet de construction du port en eau profonde de Kribi. Ce qui fait un total de 415,82 milliards de F.CFA dont le taux d'intérêt est de 2% et la durée de remboursement 20 ans, dont 7 ans de période de grâce.

Nigeria : déblocage de 172 millions \$ pour rembourser des arriérés de pensions

Afin de rembourser partiellement des arriérés de pensions dus à plusieurs retraités entre 2013 et 2015 et pour finir le paiement entamé en 2016, le gouvernement nigérian a déblocqué, mercredi, 54 milliards de nairas (171,7 millions \$). Pour éviter l'accumulation d'arriérés de pensions, des allocations seront versées, chaque mois, à la Commission nationale des Pensions (PENCOM) en même temps que les salaires des employés des ministères, département et des agences (MDA).

Électricité : Résultats de 2016

Selon le rapport « Tendances Mondiales des investissements dans les énergies renouvelables » édité par l'Organisation des Nations unies, les investissements dans le sous-secteur des énergies renouvelables, exclusion faite de l'hydroélectricité, ont baissé de 23% et les installations, crû de 9% en 2016 par rapport à l'année antérieure.

Nigeria/ : Buhari lance le plan de redressement et de croissance économique

Le président nigérian, Buhari a lancé le plan de redressement et de croissance économique (ERGP). Celui-ci comprend des mesures visant à sortir le pays de la récession. S'exprimant en marge d'une rencontre du conseil exécutif fédéral récemment tenue à Abuja, le chef de l'Etat a réitéré l'engagement de son administration à faire du pays qui est actuellement un consommateur, un producteur net de biens et services.

Rassemblées par F.A.

Atelier sous-régional sur l'environnement

Édifier les journalistes sur les changements climatiques

FA.  
Libreville/Gabon (Source : environews-rdc)

LE Réseau des communicateurs pour l'environnement et l'information en Afrique centrale (Receac) a lancé, jeudi dernier, à Douala au Cameroun, les travaux de l'atelier sous-régional de renforcement des capacités des journalistes et communicateurs en matière de Changements climatiques et la réduction des émissions

issues de la déforestation et de la dégradation forestière et l'augmentation des stocks de carbone (REDD+) pour la gestion durable des écosystèmes du Bassin du Congo.

Ce séminaire de 4 jours a pour but d'améliorer les connaissances des journalistes et communicateurs des 6 pays membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), et de se doter d'outils nécessaires à l'information, la sensibilisation et la communication des masses sur les changements climatiques et la

REDD+. Selon le secrétaire exécutif adjoint de la Comifac, Gervais Ludovic Itsoua Madzou, le soutien de son institution au Receac pour l'organisation de cet atelier est une façon de pousser les journalistes de la sous-région à aller vers l'information environnementale, avec des « connaissances exactes sur des questions hautement techniques. »

Pour le Receac, les questions de changements climatiques restent un défi pour l'Afrique centrale. Il est important que les journalistes et communi-

cauteurs de la sous-région s'en approprient, afin d'aider les populations à les comprendre et à s'impliquer dans la lutte contre les effets néfastes de ces changements.

« Il est normal que le Receac organise de pareilles rencontres pour cette catégorie d'acteurs, qui est en contact direct et permanent avec les populations à travers leurs productions. Les outils adéquats qu'ils recevront lors de cet atelier vont les aider à professionnaliser leur métier et se spécialiser dans des domaines spécifiques de l'environnement », a indi-

qué le président du Receac, Raoul Sieméni.

Les attentes des participants à ces assises vont au-delà d'une simple formation. Ces derniers souhaitent également que celle-ci permette « d'affiner la cohésion entre la Comifac, le Receac et les ministères en charge des Forêts et de l'Environnement, afin de rendre fluide la communication entre ces trois entités », a suggéré le chargé de communication du ministère de l'Environnement de la RDC, Teddy Ntenday.

Économie forestière

Comment épuiser le reliquat des projets ?

FA.  
Libreville/Gabon

LA ministre de l'Économie forestière, Estelle Ondo, a reçu, mardi dernier, une délégation de l'Agence française de développement (AFD), conduite par Christophe Du Castel du département Développement durable de l'organisme français. Cette rencontre avait pour but de soumettre au membre du gouvernement le reliquat des moyens mobilisés pour ce ministère, afin de financer des projets en cours dans les secteurs de la protection de l'environ-

nement et de la gestion forestière.

« L'AFD est très impliquée, avec les autorités gabonaises, dans le secteur de la forêt et de l'environnement, puisque nous avons, depuis 2009, un accord qui nous permettait de mobiliser des montants relativement importants sur les deux secteurs de la protection de l'environnement d'une part, et de la gestion forestière, d'autre part », a déclaré M. Du Castel.

Cet engagement a amené l'AFD à travailler dans de nombreux domaines d'activités au sein de ce ministère. Il s'agit notamment de son soutien à l'Agence nationale des parcs natio-



Photo : D.R

La délégation de l'AFD reçue par le ministre de l'Économie forestière, Estelle Ondo.

naux (ANPN), de plusieurs projets dont celui de l'Arc d'Émeraude qui, entre autres, a pour but de protéger les aires en périphérie de Libreville (Parc national d'Akanda, Arboretum Ra-

ponda Walker et Parc national de Pongara), et de lutte contre le braconnage des éléphants et le trafic d'ivoire au Gabon.

Pour ce qui est de la gestion forestière, selon Chris-

tophe Du Castel, un programme a été développé sur deux aspects : le renforcement des capacités de l'administration en matière de Contrôle des aménagements forestiers (CAF), de manière à ce qu'il puisse s'établir, avec les entreprises forestières, un dialogue plus constructif et s'assurer que l'exploitation forestière soit réalisée dans les meilleurs standards environnementaux et sociaux.

« L'AFD met des moyens pour construire des programmes d'activités qui font consensus entre le secteur privé et l'administration », a insisté Christophe Du Castel.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 06/04/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,0678	1USD =	614,307	1 USD	635,808	CAC 40	06/04/2017	5 091,85
		CAD	1,4291	1CAD =	459,000	1 CAD	483,070	DOW JONES	06/04/2017	20 648,15
		JPY	118,4900	1JPY =	5,536	100 JPY	575,674			
		GBP	0,8551	1GBP =	767,111	1 GBP	800,425			
		CHF	1,0708	1CHF =	612,586	100 CHF	64 126,35			
		ZAR	14,6327	1ZAR =	44,828	100 ZAR	4 661,59			
		MAD	10,7251	1MAD =	61,161	1 MAD	63,60			
		CNY	7,3638	1CNY =	89,079	1CNY	91,75			
		KES	110,2600	1KES =	5,949	1KES	6,13			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril  
06 Avril 2017: 54,15

Union Gabonaise de Banque  
SiteWeb : http://www.ugb-banque.com